

LE DEVOIR, LE JEUDI 1^{er} NOVEMBRE 2007

SPORTS

Le Canadien ne fait aucun cas de la visite de Daniel Briere

Page B 6

CULTURE

Le financement du musée Pointe-à-Callière stagne

Page B 8

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Deux procès, deux exemples

Après Norbourg, c'est au tour de Jitec de comparaître devant la cour. Les deux procès n'offrent évidemment pas les mêmes enjeux. C'est un fait que ces deux dossiers ont ceci de comparable que les autorités ont voulu faire d'eux des exemples. Mais le cas Jitec tombe sous le joug de l'ancienne loi alors que Norbourg devient le premier à être soumis aux nouveaux paramètres, que l'on veut punir et plus dissuasifs. La différence est énorme!

Vincent Lacroix vient de terminer un procès sans défense. Les plaidoiries doivent être entendues durant la semaine du 12 novembre, après quoi la sentence doit tomber. Si est reconnu coupable, le fondateur de Norbourg est passible d'une peine maximale de 25 ans d'emprisonnement et d'une amende de quelque 185 millions de dollars pour la totalité des 51 chefs d'accusation portés contre lui.

Le procès de Benoît Laliberté a commencé lundi. La cour prévoit quatre semaines d'audiences, après quoi un verdict sera rendu. Si Laliberté est reconnu coupable, le fondateur de Jitec est passible d'une amende de 1,7 million pour la totalité des 48 chefs d'accusation portés contre lui.

Pourtant, dans les deux cas, l'Autorité des marchés financiers a cherché à en faire des exemples. Dans celui de Benoît Laliberté, qui tombait sous les paramètres de l'ancienne loi, l'Agence d'encadrement des marchés financiers a été pressée au bout de la nation permise en obtenant qu'une amende (alors record de 1,7 million soit l'équivalent du fondement de l'entreprise Jitec pour une fraude présumée de 90 millions. Ce record a été battu par l'amende de deux millions — le maximum alors permis par la loi — imposée au couple fondateur de Cinar dans un scandale portant notamment sur un détournement de fonds présumé de 122 millions \$US.

Vincent Lacroix est le premier inculpé en vertu des nouveaux paramètres. Pas étonnant que l'AMF veuille également faire du fondateur de Norbourg un exemple. Si y a condamnation, le dossier Norbourg fera jurisprudence. Et Vincent Lacroix aura alors l'honneur de servir de référence aux Norbelds, Mount Real, Zenith et Argentum qui pourraient suivre, en vertu d'une Loi sur les valeurs mobilières restreinte, qui attend d'abord son premier coupable, ensuite sa première sentence dissuasive. Car si l'on a longtemps associé les offenses en valeurs mobilières à des crimes ne faisant pas de victimes, les Norbourg, Norbelds, Mount Real, Zenith et Argentum ne sont pas sans comporter leur lot de drames humains.

Desormais, l'AMF peut exiger des peines plus lourdes au pénal. Et la cour a à déterminer s'il y a contrevention à la Loi sur les valeurs mobilières et à statuer sur la nature de l'offense. En vertu des nouvelles modalités de la Loi sur les valeurs mobilières, chaque chef d'accusation peut être accompagné d'une peine maximale de cinq ans de prison et d'une amende maximale de cinq millions. Ces peines peuvent être additionnelles, mais il est reconnu au juge la discrétion de déclarer s'il y a cumul des peines ou si celles-ci doivent être purgées en concomitance.

Précisons qu'un criminel on entre dans l'univers du hors de tout doute raisonnable et des intentions. Quant à la peine d'emprisonnement maximale, elle atteint généralement les 14 ans, sauf pour les crimes les plus lourds. Benoît Laliberté est déjà passé par la Plaidant coupable à des accusations de recel en mai 2006, il a été condamné à verser 20 000 \$ à des organismes de charité tout en recevant une absolue inconditionnelle, selon un article de La Presse canadienne.

Pendant ce temps, aux États-Unis, la justice à livrer ses premiers coupables issus des scandales financiers survenus au début de 2000. Personne à l'exp-d.g. de Tyco, Dennis Kozlowski, qui a été condamné à 25 ans de prison et qui peut réclamer une remise en liberté conditionnelle après huit ans et quatre mois. Lui et l'ex-directeur financier de l'entreprise ont également été condamnés à verser un total de 154 millions \$US en dédommagements et en restitutions à Tyco. Ils avaient été accusés d'avoir détourné jusqu'à 600 millions des caisses de l'entreprise entre 1999 et 2001, dont une bonne part à des fins personnelles.

Personne également à l'ancien p.d.g. de WorldCom, Bernard Ebbers (60 ans), condamné à 25 ans de prison pour conspiration et fausses déclarations financières dans ce qui est devenu la plus grosse faillite des États-Unis. Quelques semaines auparavant, le fondateur de la câlo-opérateur Adelphia, John Riggs (46 ans), était condamné à 15 ans de prison.

Et que dire de Martha Stewart, qui a pris le chemin de sa cellule pour y purger une peine de cinq mois de prison pour obstruction à la justice dans un cas présumé de détournement qui lui aurait permis d'éviter une perte de 51 000 \$US?

Rappelons que les accusations contre Benoît Laliberté portent sur une manipulation présumée des cours boursières, qui avait permis à Jitec d'atteindre une valeur boursière de 575 millions avant que l'entreprise ne s'effondre au début de l'année. Les investisseurs, qui auraient perdu 60 millions des investissements, ont également intenté un recours collectif.

Pour sa part, Vincent Lacroix est accusé d'avoir détourné 130 millions.



Le courtier John Shepley, de Chicago, après l'annonce de la Réserve fédérale de baisser son taux directeur de 25 points, à 4,5 %. Les marchés ont exprimé à leur manière hier leur contentement. Le Dow Jones a gagné 137,54 points, en clôturant à 13 930,01 points, alors que le S&P 500 bouclait la journée avec 18,36 points de plus, à 1549,38.

La Fed joue prudemment et baisse son taux à 4,5 %

L'institution américaine s'inquiète à nouveau de l'inflation

ÉRIC DESROSNIERS

La Réserve fédérale américaine n'a pas voulu courir de risque hier face aux risques de ralentissement économique et au sentiment d'insécurité des marchés. Comme prévu, elle a réduit une nouvelle fois son taux directeur de 25 points de base, à 4,50 %, contribuant ainsi à propulser le dollar canadien tout près de son sommet historique. Elle a toutefois aussi indiqué qu'elle était restée à l'écoute de la menace d'inflation et que cette baisse des taux pourrait bien être la dernière.

«La croissance économique a été solide au troisième trimestre et les tensions sur les marchés financiers se sont quelque peu relâchées», a noté hier la Fed dans son communiqué. La banque centrale faisait notamment écho aux statistiques sur la croissance américaine, tout aussi surprenantes que positives, dévoilées quelques heures auparavant (voir autre texte en page B 3). Cette nouvelle venue s'ajoute à d'autres mesures rapportant une augmentation de la consommation des ménages, une croissance importante des exportations grâce à la chute du dollar, ainsi que le maintien du niveau d'investissement des entreprises et du niveau de chômage.

Le rythme de la croissance va sans doute ralentir à court terme, reflétant en partie l'impact négatif de la correction de l'immobilier résidentiel», a admis la Fed. Mais les dangers d'inflation restent aussi, s'est remise à dire hier l'institution, dont la mission première est justement d'éviter toute variation brutale du coût de la vie. «Les données sur l'inflation de base se sont améliorées modestement cette année, mais les récentes augmentations des prix du pétrole et des matières premières, entre autres facteurs, pourraient mener de nouvelles pressions à la hausse sur l'inflation», a-t-elle constaté quelques minutes à peine avant que le baril de pétrole ne batte un nouveau record à Londres, en se vendant 90,94 \$US.

«La décision d'aujourd'hui, combinée à celle prise en septembre, devrait aider à empêcher certaines conséquences négatives liées à la crise financière des derniers mois, ainsi que «favoriser une croissance modérée à long terme», a signalé hier la Fed. Desormais, «des risques d'une hausse de l'inflation existent dans l'ensemble des risques d'une baisse de croissance», a-t-elle annoncé, faisant ainsi savoir que «l'itinéraire du comité de politique monétaire (FOMC) présidé par Ben Bernanke, les baisses de taux d'intérêt s'arrêteront ici».



S'il n'en tenait qu'au comité de politique monétaire présidé par Ben Bernanke, les baisses de taux d'intérêt s'arrêteront ici.

VOIR PAGE B 4: FED

Procès Jitec: Martin Gendron a payé cher le fait d'être le courtier de Benoît Laliberté

«J'y voyais un potentiel incroyable», dit le témoin

ROLLANDE PARENT

D' être le courtier de Benoît Laliberté, de Jitec, a finalement coûté très cher à Martin Gendron qui venait tout juste d'obtenir sa licence de conseiller en valeurs mobilières à 22 ans, et faisait énormément d'argent avec les quelques 200 investisseurs qu'il avait réussi à intéresser à ce titre à la Bourse de Montréal à compter de 2000.

Il y a la baisse sa licence de courtier, sa maison, a perdu sa conjointe, et a dû décher l'ailleur. A un moment donné, les choses allaient tellement mal qu'il a été retenu à l'hôtel dans son automobile.

Martin Gendron témoignait hier au procès pénal de Benoît Laliberté, 35 ans, inculpé par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Il a décidé de collaborer avec l'AMF après avoir fait l'objet d'une série de constats d'infractions pour lesquels lui étaient réclamés des amendes totalisant 50 000 \$, au moment où il venait d'être libéré de sa faillite.

En Cour du Québec, Gendron a reconnu d'emblée avoir été très impressionné par Benoît Laliberté et sa sociologie informatique. Jitec, «J'y voyais un potentiel incroyable, un "mark up" énorme de 45 à 50 %». C'est un placement idéal en 2000 alors que la fausse populaire allait aux compagnies technologiques, a-t-il dit.

Le témoin a dit avoir réalisé, par la suite, que Laliberté disait aux investisseurs potentiels de signer un contrat de 105 millions avec Canada Payphone (AT&T) pour doter Laliberté d'un contrat de chambre d'hôtel au Canada d'un ordinateur avec la technologie Jitec, alors qu'il ne s'agissait que d'une lettre d'intention.

Les deux rencontres à Drummondville où ils étaient allés en hélicoptère. Laliberté aurait depuis devant des investisseurs un document très épais et prétendu que c'était un contrat que

cherchait à lui faire signer Microsoft, d'une valeur de 400 millions.

En matière, un autre témoin, Alexandre Delisle, successeur de Benoît Laliberté à la présidence de Jitec, est venu dire au sujet du contrat de 105 millions qu'il a vite réalisé qu'il n'était aucun intérêt pour Canada Payphone à passer d'un contrat de 105 millions à 105 millions, et d'en avoir la Bourse, rien n'y fit. Paul Dumas qui avait négocié avec Benoît Laliberté ne bougeait pas.

Quand un autre contrat de Power Net d'une valeur de quelque 40 millions avait été signé avec Benoît Laliberté, il n'était que de lettres d'intention, Gendron a dit à Laliberté que la situation lui créait trop de pressions, sans compter celles exercées par des investisseurs, et qu'il allait vendre ces actions.

VOIR PAGE B 4: JITEC